PROCÈS MOUBARAK

Un témoin inculpé à l'audience pour faux témoignage

Un commandant de police, entendu hier au procès de l'ex-président égyptien Hosni Moubarak au Caire, a été inculpé en pleine audience pour «faux témoignage» au profit de l'accusé, a déclaré le parquet dans la salle.

Le commandant Mohamed Abdel Hakim est accusé d'avoir fait un «faux témoignage favorable aux accusés», au premier rang desquels figure l'ancien chef d'Etat, a déclaré un procureur, Mostafa Souleimane.

Le procureur l'a accusé d'avoir déclaré à l'audience que trois unités anti-émeute déployées le 28 janvier au Caire face au soulèvement populaire n'étaient équipées que de munitions à blanc et de grenades lacrymogènes, alors que durant l'enquête il avait aussi fait état de munitions de chasse mortelles.

Ces premières déclarations avaient servi de base pour inculper M. Moubarak et son ministre de l'Intérieur de l'époque, Habib el-Adli, pour le meurtre de manifestants lors de la révolte, a-t-il ajouté. Cette mise en cause d'un commandant fait suite à plusieurs témoignages de gradés de la police favorables à M. Moubarak et à son ministre de l'Intérieur de l'époque, Habib el-Adli, jugé en même temps que lui.

Ces témoignages n'ont pas permis d'étayer les accusations selon lesquelles MM. Moubarak et Adli seraient impliqués dans des ordres de faire feu avec des munitions mortelles.

Les avocats des familles des victimes de la répression ont vivement dénoncé ces derniers jours le fait que les témoins supposés «à charge» convoqués par le parquet soient de fait devenus «à décharge».

Certains avocats ont mis en doute la sincérité des dépositions à la barre du tribunal faites par des policiers encore en fonction.

L'ex-président Hosni Moubarak pendant son jugement.

Quelque 850 personnes ont été tuées durant l'insurrection qui a abouti le 11 février à la démission de M. Moubarak.

L'audience d'hier, entamée en milieu de matinée, est la quatrième du procès de M. Moubarak qui a débuté le 3 août. Comme lors des séances précédentes, le président déchu, 83 ans et hospitalisé, a comparu allongé sur une civière.

Les deux fils de l'ancien chef d'Etat, Alaa et Gamal, sont jugés en même temps que lui pour des accusations de corruption.

Les avocats des familles de victimes ont par ailleurs demandé hier la comparution de plusieurs hautes personnalités en tant que témoins, notamment le chef du conseil militaire aujourd'hui au pouvoir, le maréchal Hussein Tantaoui, et l'épouse de M. Moubarak, Suzanne.

M. Moubarak est le premier dirigeant renversé par les révoltes qui secouent le monde arabe depuis décembre dernier à comparaître en personne devant la justice.

Campagne palestinienne en faveur d'un siège à l'ONU

Le siège que les Palestiniens espèrent obtenir aux Nations unies, symbolisé par une chaise en olivier tapissée de velours bleu aux couleurs de l'ONU, est arrivé hier à Paris, dans le cadre d'une campagne civile financée par des hommes d'affaires palestiniens. Une délégation dirigée par le coordinateur de cette campagne, baptisée «La Palestine le mérire» (Palestine deserves), devait être reçue par le groupe d'information France-Territoires palestiniens au Sénat, puis au ministère des Affaires étrangères, a-t-on indiqué à la mission de Palestine en France. Le ministère des Affaires étrangères a confirmé cette dernière visite. Cette manifestation symbolique se déplacera ensuite à Bruxelles, Madrid, Londres avant d'arriver à New York, siège des Nations unies. Faute de perspectives de reprise des négociations de paix, le président palestinien Mahmoud Abbas compte présenter le 20 septembre lors de l'assemblée générale annuelle des Nations unies une demande d'adhésion d'un Etat de Palestine à l'ONU, malgré l'hostilité d'Israël et des Etats-Unis qui ont menacé d'y mettre leur veto au Conseil de sécurité. Pour le chef de la mission de Palestine en France Hael Al Fahoum, «la formulation que le président Abbas va présenter le 20 septembre, demande le "full membership" (pour devenir un Etat membre à part entière), pas (pour être) un Etat observateur comme le Vatican». Une lettre en ce sens sera adressée au secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon qui la transmettra au Conseil de sécurité, a dit M. Al Fahoum à l'AFP. «Nous espérons que la France prendra la position juste», a-t-il poursuivi, alors que les autorités françaises n'ont pas dévoilé clairement leur position.

«Va-t-il y avoir une décision politique de l'exprimer de façon très claire ou est-ce qu'il y aura une tentative de la France et peut-être de la Grande-Bretagne d'avoir un consensus européen pour débloquer la situation, on va voir», a commenté M. Al Fahoum. «Même si les Américains vont mettre leur veto, la procédure va continuer» devant l'Assemblée générale, a-t-il ajouté. «Il va y avoir débat (...). Le plus important c'est de transformer la situation négative actuelle en dynamique positive pour explorer tous les moyens pour pouvoir retourner à la table de négociations», a-t-il ajouté. M. Al Fahoum a jugé «exagérées» les déclarations alarmistes, notamment de dirigeants israéliens, sur des risques de flambées de violences au Proche-Orient engendrés par la démarche palestinienne à l'ONU. «Ce genre de discours ne passera plus. Ils sont en train de perdre leur crédibilité», a-t-il dit. «Les Etats-Unis, a-t-il jugé, sont aussi en train de perdre leur crédibilité : d'un côté, ils disent soutenir les mutations du monde arabe vers des Etats de droit, de liberté et de droits de l'homme et de l'autre, ils ne font rien pour trouver une solution pour le peuple palestinien».

TURQUIE

Erdogan en tournée dans des pays du printemps arabe la semaine prochaine

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan se rendra la semaine prochaine en Egypte, Tunisie et Libye, trois pays du printemps arabe, afin d'évoquer la relance de la coopération après les mouvements de révolte qui les ont bouleversés, a annoncé son service de presse.

La première étape de ce périple sera l'Egypte où M. Erdogan est attendu le lundi 12 septembre pour un séjour de deux jours, précise un communiqué.

Accompagné de plusieurs ministres, de hauts responsables et de chefs d'entreprise, M. Erdogan s'entretiendra au Caire avec le maréchal Hussein Tantaoui, le chef d'Etat de facto de l'Egypte.

Une série d'accords de coopération dans les domaines de l'économie, culture, enseignement et de l'encouragement des investissements réciproques notamment seront signés.

Le chef du gouvernement turc doit en outre prononcer un discours lors d'une réunion ministérielle de la Ligue arabe dans la capitale égyptienne et rencontrer le secrétaire général de cette organisation, Nabil al-Arabi, souligne le document.

M. Erdogan et sa délégation seront le 14 septembre en Tunisie pour rencontrer les dirigeants de ce pays dont le Premier ministre Béji Caïd Essebsi. Le Premier ministre turc se rendra le 15 septembre en Libye, dernière étape de son voyage, pour évoquer «la contribution que peu apporter la Turquie à la reconstruction de ce pays», indique le texte.

Il y rencontrera Moustapha Abdeljalil, le président du Conseil national de transition (CNT), les autorités de transition libyennes, qui siège à Benghazi (est).

Le communiqué ne fait pas état d'une visite de M. Erdogan à Ghaza.

Mardi, M. Erdogan a annoncé qu'il pourrait se rendre à Ghaza, en marge de son déplacement en Egypte, mais qu'une décision finale n'avait pas encore été prise.

Une telle visite dans la bande de Ghaza, dirigée par le mouvement radical palestinien Hamas, risquerait d'envenimer encore les relations entre la Turquie et Israël, anciens alliés stratégiques dans la région en froid depuis plus de deux ans.

La Turquie a annoncé la semaine dernière plusieurs sanctions à l'encontre d'Israël qui refuse de s'excuser pour la mort, en mai 2010, de neuf Turcs lors de l'abordage par les forces israéliennes d'un ferry turc faisant partie d'un convoi humanitaire en route pour Ghaza.

RDC-KATANGA

Attaque spectaculaire d'une prison, 967 évadés dont un chef milicien

Un «commando armé» a attaqué hier une prison au Katanga, dans le sud-est de la République démocratique du Congo, parvenant à libérer un ancien chef milicien Maï-Maï condamné à mort et provoquant l'évasion de 967 détenus, a-t-on appris auprès du gouvernement provincial.

«Huit hommes armés et cagoulés sont descendus d'un minibus en profitant de la journée des visites pour passer inaperçus. Ils ont tiré sur la police et les militaires de garde, faisant deux morts, puis ont libéré un ancien chef milicien et 967 détenus au total, dont 150 ont déjà été récupérés», a déclaré à l'AFP le ministre provincial de l'Intérieur Dikanga Kazadi.

L'attaque a eu lieu à la prison de Kassapa, située en périphérie de la ville de Lubumbashi, hier matin, selon le ministre.

Le «Commandant Gédéon», de son vrai nom Kyungu Mutanga, principal chef d'une milice d'auto-défense Maï-Maï qui a sévi au Katanga au début des années 2000, «a été le premier à être libéré», a-t-il précisé.

En mars 2009, un tribunal militaire du Katanga avait condamné le «Commandant Gédéon» à la peine de mort pour «crimes de guerre, crimes contre l'humanité, mouvement insurrectionnel et terrorisme», commis dans les territoires katangais de Mitwaba, Pweto et Manono entre 2003 et 2006.

«Après avoir libéré ce détenu spécial, les assaillants ont demandé aux autres prisonniers de sortir», a précisé le ministre de l'Intérieur du Katanga, ajoutant qu'un hélicoptère avait été mobilisé pour aider à retrouver d'autres évadés recherchés.